

Burundi : le pays suspendu à la décision de la Cour constitutionnelle

PANA, 31 mai 2020 Verdict judiciaire très attendu sur de présumées fraudes électorales   massives à au Burundi Bujumbura, Burundi - La Cour constitutionnelle du Burundi devrait rendre un verdict très attendu, d m ci le 4 juin prochain, sur des   fraudes massives à présumées avoir été à l origine de la défaite mal digérée par le principal où politique, Agathon Rwaswa, au scrutin présidentiel du 20 mai dernier.

L'opposant avait été précédemment débouté par la même Cour suite à une plainte demandant l'annulation des résultats du référendum constitutionnel, en prélude aux nouvelles élections générales de cette année. M. Rwaswa estimait que la consultation populaire avait été à  maill e d'intimidations, de harcèlements, d'arrestations, d'emprisonnements arbitraires, de violences et de bourrage d'urnes à pour être valide. Les six magistrats de la Cour avaient trouvé la requête à recevable à, mais   non fondée à sur des éléments de preuve à suffisants à. Cette fois, là soutient avoir assez de preuves tangibles et irréfutables, fondées notamment, sur le   bourrage des urnes à avec des   votes répétitifs à, des   votes excessifs par procuration à, des   votes de mineurs à, des   votes en l'absence de personnes décédées, en exil ou en prison à. Le candidat "malheureux" revendique la victoire en étant arrivé second (24,19%), loin derrière celui du pouvoir, Evariste Ndayishimiye (68,72%), dans les résultats provisoires de la CENI. Le leader du Congrès national pour la liberté (CNL) revendique enore la victoire aux législatives du même jour que la présidentielle, donnant largement vainqueur le parti au pouvoir, avec 72 des 100 sièges dans la future Assemblée nationale. Pendant que l'opposant jette les dernières énergies dans cette bataille judiciaire, des messages de félicitations au candidat du pouvoir continuent d'inonder les médias d Etat burundais. Dès le lendemain de la publication des résultats provisoires de la CENI, le Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, au pouvoir) rassemblait ses troupes dans une  pri re d m action de grâce à à Dieu. Une fa  de décourager l'opposant, selon les mêmes analystes. En cas de verdict défavorable de la Cour constitutionnelle du pays, le déjà candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2015 envisage un dernier recours à la justice de la Communauté est-africaine dont le Burundi est l'une des parties. Cette cour est-africaine avait été saisie par des activistes de la société civile locale et régionale sur le contentieux électoral de 2015, avant de classer l'affaire "sans suite". Les requérants en voulaient au troisième quinquennat "anti-constitutionnel" du président Burundais, Pierre Nkurunziza. Plus de cinq millions d'électeurs étaient inscrits au scrutin de cette année qui a connu un taux de participation de l'ordre de 87,71%. Le Burundi en était à son quatre scrutin depuis les élections générales post-conflit de 2005. Le pays sortait de plus d'une décennie de guerre civile, motivée par l'assassinat du président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye. Depuis, rares sont les élections qui ne d g n rent pas en violences dans ce pays instables des Grands lacs africains.

 

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});